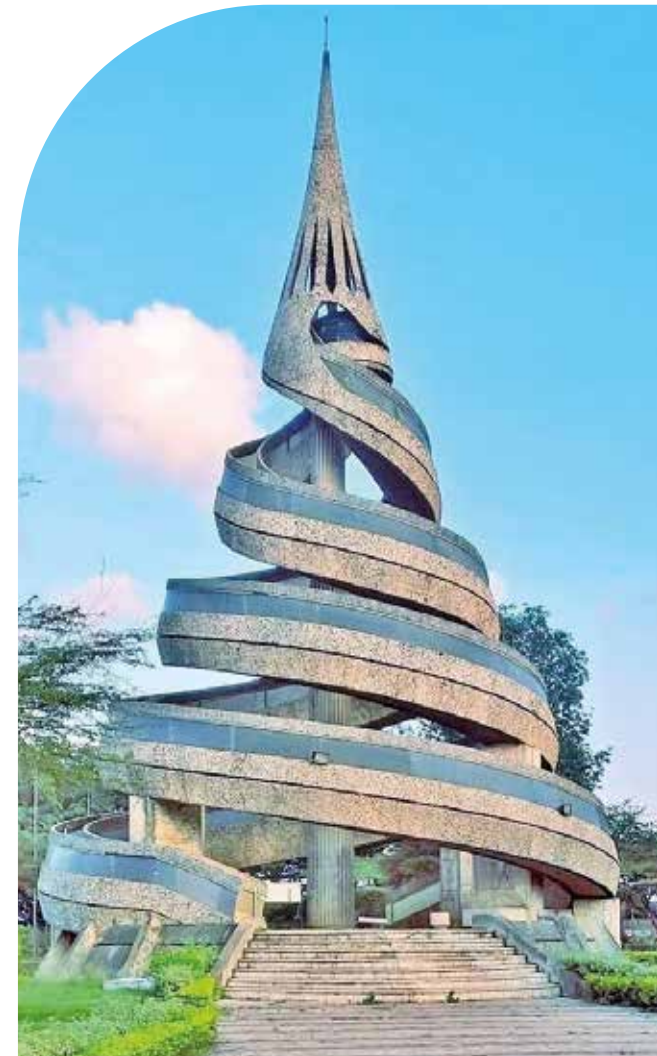




Gouverner pour servir, Servir pour Gouverner
Govern to serve , Serve to govern

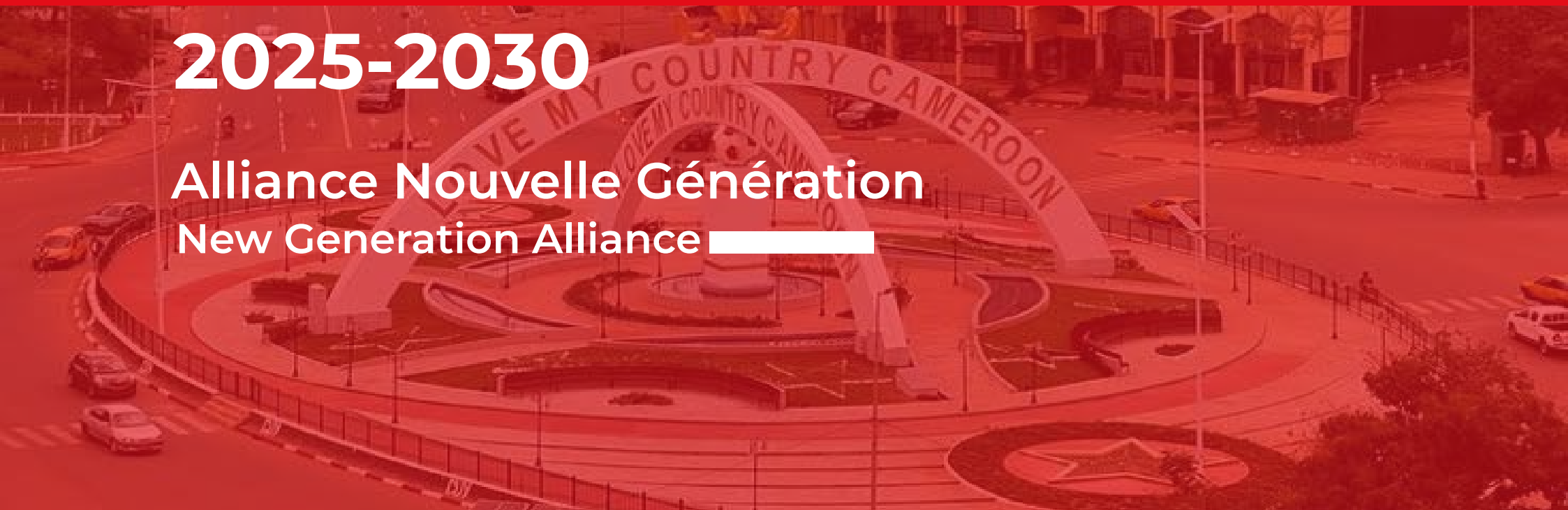


50

**Impératifs Catégoriques pour
restructurer le Cameroun.**

2025-2030

**Alliance Nouvelle Génération
New Generation Alliance**



AXE 1 : RÉFONDATION INSTITUTIONNELLE ET DÉMOCRATIE NOUVELLE

Objectif : Construire un État de droit moderne, décentralisé, efficace et transparent.

1. Limitation du mandat présidentiel à 5 ans renouvelable 3 fois.
2. Réduction à 30 ministères stratégiques.
3. Élection démocratique des juges de la Cour constitutionnelle.
4. Élection démocratique des magistrats de la Cour Suprême.
5. Automatisation du système électoral et des votes.
6. Légalisation des documents administratifs en moins de 60 minutes.
7. Création d'un Ordre National pour chaque métier.
8. Instauration de la CNID (Carte Nationale d'Identité Digitale).
9. Nouvelle plaque d'immatriculation liée à la CNID.
10. Réforme de l'adressage et de la Poste nationale.



AXE 2 : SOUVERAINETÉ NATIONALE ET JUSTICE SOCIALE

Objectif : Rendre au peuple camerounais la maîtrise de ses ressources, de son économie et de son destin.

11. Renationalisation des entreprises de souveraineté.
12. Fin des APE et renégociation économique stratégique.
13. Introduction de la Taxe de Souveraineté Nationale.
14. Retrait des licences minières accordées aux Chinois.
15. Retrait des concessions ferroviaires à Bolloré.
16. Dissolution de Camair-Co et retrait de l'État de la gestion de la flotte aérienne.
17. Taxe sur les immeubles urbains à capitaux privés.
18. Obligation de pré-collecte et tri domestique des déchets.
19. Loi autorisant l'enquête sur l'enrichissement extravagant des jeunes de moins de 35 ans.
20. Création de la Force Nationale Anti-Corruption (FNAC).



AXE 3 : MODERNISATION ÉCONOMIQUE ET TRANSFORMATION INDUSTRIELLE

Objectif : Bâtir une économie productive, industrialisée et tournée vers l'innovation.

21. Création des Zones Franches Industrielles Régionales (ZFIR).
22. Label national « Made in Cameroun ».
23. Interdiction d'importation de véhicules de plus de 5 ans.
24. Attirer les grandes marques automobiles à s'implanter.
25. Projet de villes nouvelles et durables (PVND).
26. Projet « 10 Villes Métropolitaines du Cameroun ».
27. Projet Tramway à Douala et Yaoundé.
28. Nouvelles lignes TGV pour relier les grandes villes.
29. Reconstruction des aéroports de Douala et Yaoundé, construction à Bafoussam et Garoua.
30. Titre Foncier Inaliénable (TFI) et réforme foncière.



AXE 4 : RÉVOLUTION NUMÉRIQUE, SCIENTIFIQUE ET CULTURELLE

Objectif : Placer le Cameroun à l'avant-garde de la connaissance, de l'innovation et de l'intelligence.

31. Création de l'Institut National de l'Intelligence Artificielle.
32. Création d'un Office National contre la Cybercriminalité.
33. Réforme universitaire par segmentation généraliste/technologique.
34. Élection des Recteurs par le personnel académique.
35. Création de l'Ordre National de la Diaspora Scientifique (ONDS).
36. Chambre Nationale de la Diaspora d'Affaires (CNDA).
37. Label Presses Nationales du Cameroun (PNC).
38. Création de l'Institut des Talents et Virtuoses Camerounais (ITVC).
39. Création de l'Institut National du Patrimoine et des Traditions (INPT).
40. Fermeture des réseaux sociaux aux moins de 18 ans.



AXE 5 : COHÉSION SOCIALE, SÉCURITÉ ET MOBILITÉ HUMAINE

Objectif : Construire une nation sûre, solidaire, inclusive et en paix.

41. Création de la Force Nationale de Sécurité et de Proximité (FNSP).
42. Renforcement du rôle judiciaire de la gendarmerie.
43. Système digital de dénonciation de la corruption.
44. Fin des visas pour les pays africains.
45. Accord sous-régional de mobilité pour les entrepreneurs.
46. Application stricte de la réciprocité diplomatique.
47. Validité du passeport portée à 10 ans.
48. Dépénalisation de la double nationalité.
49. Obligation du drapeau national sur les résidences et commerces.
50. Programme « Trash Bag Cameroon (TBC) » pour la propreté urbaine.



Programme Politique

Notre stratégie politique par catégorie sociale.



Alliance Nouvelle Génération
New Generation Alliance

Programme politique

Pour les
Elèves

Problèmes identifiés

Les défis spécifiques auxquels font face les élèves

- 1- Manque d'infrastructures scolaires adéquates dans de nombreuses régions
- 2- Coût élevé des fournitures scolaires et des frais de scolarité
- 3 - Absence de cantines scolaires et de programmes d'alimentation
- 4- Qualité insuffisante de l'enseignement dans certaines écoles
- 5- Manque de transport scolaire, particulièrement en zones rurales
- 6- Décrochage scolaire précoce dû aux difficultés socio-économiques
- 7- Inégalités d'accès à l'éducation entre régions urbaines et rurales

Méthodologie d'intervention

Notre approche structurée pour apporter des solutions durables

- 1- Diagnostic participatif avec les communautés scolaires et les parents
- 2- Collaboration avec les collectivités locales et les partenaires éducatifs
- 3- Mise en place de comités de suivi communautaires
- 4- Évaluation continue des besoins et ajustement des programmes
- 5- Formation et sensibilisation des acteurs éducatifs
- 6- Création de partenariats public-privé pour l'éducation

Solutions proposées

Nos propositions concrètes pour améliorer la situation des élèves

- 1- Construction et réhabilitation d'écoles dans les zones défavorisées
- 2- Mise en place d'un programme de fournitures scolaires gratuites
- 3- Création de cantines scolaires avec produits locaux
- 4- Formation continue des enseignants et amélioration de leurs conditions
- 5- Développement d'un système de transport scolaire accessible
- 6- Bourses d'études pour les élèves méritants de familles modestes
- 7- Programme d'accompagnement scolaire et de soutien psychosocial
- 8- Digitalisation progressive de l'enseignement avec équipements informatiques



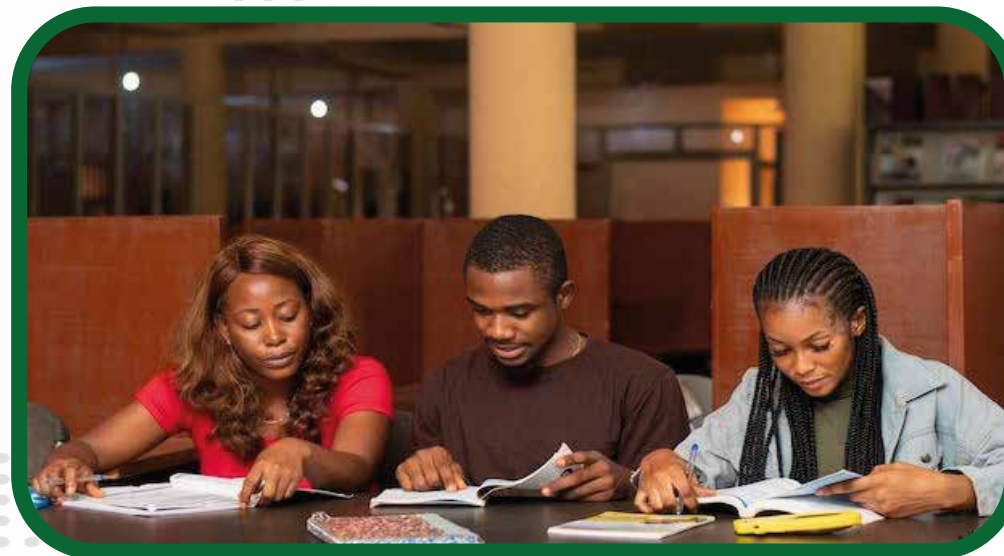
Programme politique

Pour les
Etudiants

Problèmes identifiés

Les défis spécifiques auxquels font face les étudiants

- 1- Frais de scolarité élevés et peu de soutien financier
- 2- Manque d'accès aux logements universitaires décents
- 3- Inadéquation entre la formation académique et les besoins du marché de l'emploi
- 4- Accès limité aux stages, à l'entrepreneuriat et aux opportunités professionnelles
- 5- Insuffisance des équipements pédagogiques et infrastructures numériques
- 6- Stress psychologique et manque de services de santé mentale
- 7- Difficulté d'accès à l'information académique et administrative



Méthodologie d'intervention

Notre approche structurée pour apporter des solutions durables

- 1- Consultations avec les associations étudiantes et les universités
- 2- Mise en place d'observatoires pour suivre les parcours étudiants
- 3- Partenariat avec le secteur privé et les entreprises locales
- 4- Diagnostic territorial des besoins en infrastructures universitaires
- 5- Sensibilisation des acteurs publics sur les réalités étudiantes
- 6- Création de forums de dialogue entre étudiants et institutions

Solutions proposées

Nos propositions concrètes pour améliorer la situation des étudiants

- 1- Mise en place de bourses d'études et de prêts étudiants à taux préférentiels
- 2- Construction et réhabilitation de cités universitaires accessibles
- 3- Révision des curriculums pour mieux répondre aux besoins du marché
- 4- Création de centres de stages, incubateurs et fablabs universitaires
- 5- Équipement des universités en bibliothèques numériques et laboratoires modernes
- 6- Mise en place de cellules d'écoute psychologique et de santé préventive
- 7- Digitalisation des services administratifs universitaires (inscriptions, bourses, etc.)



Programme politique

Pour les **Commerçants**

Problèmes identifiés

Les défis spécifiques auxquels font face les commerçants

- 1- Multiplicité des taxes et charges fiscales non harmonisées
- 2- Accès limité aux financements pour les petits commerçants
- 3- Manque de formation en gestion, comptabilité et marketing
- 4- Insécurité dans les marchés et zones commerciales
- 5- Infrastructure commerciale inadéquate (étals, hangars, routes d'accès)
- 6- Concurrence déloyale avec les produits importés de mauvaise qualité
- 7- Instabilité des politiques commerciales locales et absence de protection des petits commerces

Méthodologie d'intervention

Notre approche structurée pour apporter des solutions durables

- 1- Concertations régulières avec les syndicats et associations de commerçants
- 2- Diagnostic des circuits de distribution et de fiscalité locale
- 3- Partenariats avec les institutions de microfinance et banques locales
- 4- Mise en place de cellules d'appui à la formalisation des petits commerces
- 5- Formation continue des commerçants en gestion et numérique
- 6- Dialogue entre collectivités locales et commerçants pour des réformes adaptées

Solutions proposées

Nos propositions concrètes pour améliorer la situation des commerçants

- 1- Réforme de la fiscalité locale pour simplifier et harmoniser les taxes
- 2- Création de fonds de microcrédit spécifiques aux petits commerçants
- 3- Construction et réhabilitation des marchés avec sécurité et hygiène
- 4- Mise en place de programmes de formation en gestion de commerce
- 5- Protection des produits locaux contre la concurrence extérieure déloyale
- 6- Digitalisation de la gestion des commerces (paiement mobile, e-commerce local)
- 7- Programme de formalisation simplifiée pour les petits commerçants informels



Programme politique

Pour les **Salariés**

Méthodologie d'intervention

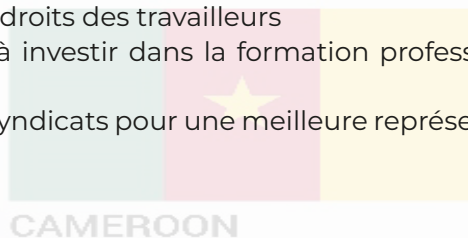
Notre approche structurée pour apporter des solutions durables

- 1- Dialogue social renforcé entre l'État, les employeurs et les syndicats
- 2- Audits sur les pratiques d'embauche et de rémunération dans les entreprises
- 3- Partenariat avec les institutions de sécurité sociale pour la sensibilisation
- 4- Campagnes d'information sur les droits des travailleurs
- 5- Encouragement des entreprises à investir dans la formation professionnelle
- 6- Renforcement des capacités des syndicats pour une meilleure représentation

Solutions proposées

Nos propositions concrètes pour améliorer la situation des salariés

- 1- Revalorisation du SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti)
- 2- Mise en place de mécanismes de contrôle pour garantir le paiement régulier des salaires
- 3- Obligation de contrats écrits pour tout emploi, y compris dans le secteur informel
- 4- Simplification de l'adhésion à la CNPS et création d'une couverture santé universelle pour les salariés
- 5- Inspection régulière des lieux de travail pour le respect des normes de sécurité
- 6- Création de centres de formation continue subventionnés pour les salariés
- 7- Renforcement du dialogue social tripartite (État – Employeurs – Syndicats)



Programme politique

Pour les **Travailleurs de métiers spécialisés**

Problèmes identifiés

Les défis spécifiques auxquels font face les travailleurs de métiers spécialisés

- 1- Manque de reconnaissance officielle des compétences acquises sur le tas
- 2- Accès limité à la formation technique continue et à la certification
- 3- Difficulté à accéder au financement pour développer leur activité
- 4- Faible couverture sociale et absence de contrats de travail formels
- 5- Concurrence déloyale de prestataires non qualifiés ou étrangers
- 6- Absence de plateformes pour la mise en relation avec la clientèle
- 7- Conditions de travail précaires et exposition à des risques professionnels

Méthodologie d'intervention

Notre approche structurée pour apporter des solutions durables

- 1- Recensement national des travailleurs spécialisés par secteur
- 2- Collaboration avec les centres de formation professionnelle (CFP, IFORD, etc.)
- 3- Mise en place de programmes de validation des acquis de l'expérience (VAE)
- 4- Dialogue entre coopératives, artisans et autorités locales
- 5- Sensibilisation sur la protection sociale et la sécurité au travail
- 6- Encouragement à la formalisation à travers des incitations fiscales

Solutions proposées

Nos propositions concrètes pour améliorer la situation des travailleurs de métiers spécialisés

- 1- Création d'un programme national de certification des compétences artisanales
- 2- Subvention ou gratuité des formations pour l'obtention de diplômes qualifiants (CAP, CQP)
- 3- Mise en place de micro-crédits et de subventions pour l'achat d'outils et de matériaux
- 4- Enregistrement simplifié des travailleurs dans des coopératives ou registres professionnels
- 5- Plateformes numériques ou physiques pour faciliter la visibilité et la mise en relation
- 6- Assurance santé et retraite adaptée aux travailleurs indépendants
- 7- Campagnes de promotion des métiers spécialisés auprès des jeunes et du grand public



Programme politique

Pour les **Orphelins**

Problèmes identifiés

Les défis spécifiques auxquels font face les orphelins

- 1- Manque de moyen de subsistance, besoin matériel et sanitaire
- 2- Sous scolarisation ou absence de scolarisation
- 3- Avenir incertain sinon inexistant
- 4- Insuffisance de structures d'accueil et d'encadrement adaptées pour les orphelins
- 5- Stigmatisation sociale et marginalisation des orphelins dans certaines communautés
- 6- Accès limité à l'éducation, à la santé et à l'état civil (actes de naissance)
- 7- Manque de suivi psychosocial et de soutien affectif
- 8- Précarité économique entraînant l'exploitation ou le travail précoce

Méthodologie d'intervention

Notre approche structurée pour apporter des solutions durables

- 1- Proposition de loi, Approche participative / Co-construction
- 2- Cartographie nationale des orphelins et des structures d'accueil existantes
- 3- Consultations communautaires et implication des leaders traditionnels et religieux
- 4- Mise en réseau des centres d'accueil et harmonisation des pratiques
- 5- Formation du personnel encadrant aux approches psychosociales et protectrices
- 6- Élaboration d'un cadre légal spécifique en faveur des enfants orphelins
- 7- Collaboration avec les ONG et les partenaires sociaux pour le parrainage communautaire
- 8- Suivi longitudinal des enfants orphelins jusqu'à leur insertion socio-professionnelle

Solutions proposées

Nos propositions concrètes pour améliorer la situation des orphelins

- 1- Proposition de loi sur un statut spécial de l'orphelin assorti d'avantages spéciaux pour l'ensemble des services publics (école, hôpital, centre commercial, documents administratifs)
- 2- Renforcement des capacités des éducateurs en milieu orphelinat
- 3- Mise en place d'un programme diaspo-social et RSE au bénéfice des orphelins.
- 4- Octroi systématique d'actes de naissance et enregistrement civil facilité
- 5- Mise en place d'un fonds national de solidarité pour la protection des orphelins
- 6- Programme de parrainage social (familles d'accueil rémunérées et encadrées)
- 7- Accompagnement psychosocial avec assistance sociale, psychologues et éducateurs spécialisés
- 8- Insertion professionnelle progressive avec formations, bourses et micro-crédits
- 9- Campagnes nationales de sensibilisation pour lutter contre la stigmatisation



Programme politique

Pour les **Jeunes filles mères**

Problèmes identifiés

Les défis spécifiques auxquels font face les jeunes filles mères

- 1- Sous scolarisation ou absence de scolarisation
- 2- Précarité sociale / Absence d'emploi
- 3- Prise en charge médiocre de l'enfant ou abandon
- 4- Stigmatisation sociale et rejet familial des jeunes filles mères
- 5- Abandon scolaire ou difficulté à poursuivre les études après la maternité
- 6- Manque d'accès à des services de santé sexuelle et reproductive adaptés
- 7- Précarité économique et absence d'autonomie financière
- 8- Absence de structures d'accueil ou de crèches pour permettre la reprise des études ou du travail
- 9- Risque accru d'exploitation, de violences basées sur le genre et de récurrence de grossesses précoces
- 10- Faible prise en compte de la problématique dans les politiques publiques

Méthodologie d'intervention

Notre approche structurée pour apporter des solutions durables

- 1- Approche participative / Co-construction
- 2- Écoute communautaire et enquêtes participatives avec les jeunes filles concernées
- 3- Mobilisation des acteurs locaux (chefs, éducateurs, parents, associations de femmes)
- 4- Création de groupes de parole et de soutien psychologique pour les jeunes mères
- 5- Campagnes de sensibilisation dans les écoles et les communautés sur les droits et la dignité des jeunes mères
- 6- Partenariats avec les centres de formation professionnelle, de santé et les ONG
- 7- Mise en place de référents sociaux dans les établissements scolaires et de santé
- 8- Intégration des besoins des jeunes filles mères dans les plans communaux de développement



Programme politique

Pour les **Jeunes filles mères**

Solutions proposées

Nos propositions concrètes pour améliorer la situation des jeunes filles mères

- 1- Accompagnement pour obtention de bourse de formation du MINFOP
- 2- Accompagnement pour la recherche et le placement chez un employeur
- 3- Négociation avec le Ministère des Affaires sociales pour reconnaissance d'un statut social exceptionnel pour les JFM avec effet sur la prise en charge prioritaire des enfants
- 4- Réintégration scolaire facilitée avec bourses spécifiques et accompagnement individualisé
- 5- Création de centres d'accueil et de réinsertion pour jeunes filles mères
- 6- Mise en place de crèches communautaires gratuites à proximité des centres de formation ou écoles
- 7- Accès gratuit aux soins de santé maternelle, infantile et psychologique
- 8- Formations qualifiantes et financement de projets d'auto-emploi ou de coopératives locales
- 9- Loi de protection contre les discriminations scolaires et professionnelles des jeunes mères
- 10- Campagnes massives de déstigmatisation à travers les médias, les écoles et les lieux publics
- 11- Création d'un fonds spécial pour l'autonomisation des jeunes filles mères vulnérables



Problèmes identifiés

Les défis spécifiques auxquels font face les veuves

- 1- Litiges familiaux (pension alimentaire, remariage forcé)
- 2- Litiges fonciers (expropriation)
- 3- Déscolarisation des enfants/précarité sociale
- 4- Discrimination et marginalisation sociale après le décès du conjoint
- 5- Spoliation des biens par la belle-famille, en particulier en milieu rural
- 6- Absence de protection juridique effective des droits successoraux
- 7- Faible accès aux ressources économiques et à l'emploi
- 8- Manque de soutien psychologique et social après le deuil
- 9- Inexistence de dispositifs publics d'assistance ciblée pour les veuves
- 10- Double charge de parentalité sans accompagnement spécifique

Méthodologie d'intervention

Notre approche structurée pour apporter des solutions durables

- 1- Proposition de loi, Approche participative / Co-construction
- 2- Recensement des veuves et identification de leurs besoins spécifiques par localité
- 3- Dialogue communautaire avec les chefs traditionnels et leaders religieux pour briser les tabous
- 4- Renforcement des capacités des services sociaux et juridiques à répondre aux situations de veuvage
- 5- Création de plateformes d'écoute, d'entraide et de plaidoyer portées par les veuves elles-mêmes
- 6- Travail avec les tribunaux coutumiers et civils pour la sécurisation des droits des veuves
- 7- Appui technique aux associations de veuves existantes pour une meilleure coordination
- 8- Intégration de la problématique des veuves dans les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté



Solutions proposées

Nos propositions concrètes pour améliorer la situation des veuves

- 1- Constitution d'un conseil juridique à titre Probono
- 2- Renforcement de la compréhension des droits en matière foncière
- 3- Aide à la scolarisation à travers un programme élargi de parrainage scolaire
- 4- Adoption d'une loi claire et protectrice sur les droits des veuves et l'héritage
- 5- Création d'un fonds spécial d'accompagnement économique et social des veuves
- 6- Mise en place de centres d'écoute et de suivi psychologique dans chaque département
- 7- Appui à l'entrepreneuriat féminin des veuves par des financements dédiés et formations
- 8- Programme d'accès prioritaire des veuves aux logements sociaux et à la couverture santé
- 9- Campagnes nationales contre la stigmatisation et la spoliation des veuves
- 10- Encadrement juridique gratuit pour faire valoir leurs droits successoraux et familiaux
- 11- Insertion des veuves dans des coopératives locales ou programmes d'emplois communautaires



Programme politique

Pour les **Personnes âgées**

Problèmes identifiés

Les défis spécifiques auxquels font face les personnes âgées

- 1- Absence de système de retraite efficace pour la majorité des personnes âgées
- 2- Accès difficile aux soins de santé adaptés à leur âge
- 3- Isolement social et abandon familial fréquent
- 4- Manque d'infrastructures d'accueil ou de centres de jour pour personnes âgées
- 5- Vulnérabilité face à la pauvreté et à la précarité alimentaire
- 6- Non-reconnaissance de leur rôle et de leur savoir dans la société
- 7- Absence de politiques publiques spécifiques en faveur du troisième âge

Problèmes identifiés

Les défis spécifiques auxquels font face les personnes âgées

- 1- Absence de système de retraite efficace pour la majorité des personnes âgées
- 2- Accès difficile aux soins de santé adaptés à leur âge
- 3- Isolement social et abandon familial fréquent
- 4- Manque d'infrastructures d'accueil ou de centres de jour pour personnes âgées
- 5- Vulnérabilité face à la pauvreté et à la précarité alimentaire
- 6- Non-reconnaissance de leur rôle et de leur savoir dans la société
- 7- Absence de politiques publiques spécifiques en faveur du troisième âge

Solutions proposées

Nos propositions concrètes pour améliorer la situation des personnes âgées

- 1- Mise en place d'un fonds spécial de soutien social pour les personnes âgées sans retraite
- 2- Soins de santé gratuits ou subventionnés pour les seniors dans les hôpitaux publics
- 3- Création de centres d'accueil de jour et d'activités pour personnes âgées
- 4- Programme alimentaire ciblé pour les personnes âgées vulnérables
- 5- Reconnaissance et valorisation du rôle des anciens dans la médiation sociale et la transmission culturelle
- 6- Initiatives de visites à domicile et d'écoute communautaire
- 7- Intégration des personnes âgées dans des programmes intergénérationnels (mentorats, artisanat, agriculture)



Programme politique

Pour les **Prisonniers**

Problèmes identifiés

Les défis spécifiques auxquels font face les prisonniers

- 1- Défaut d'assistance juridique
- 2- Conditions de vie inhumaine
- 3- Réinsertion post-détention souvent complexe
- 4- Surpopulation carcérale chronique et conditions de détention inhumaines
- 5- Manque d'accès aux soins de santé de base, à l'hygiène et à une alimentation suffisante
- 6- Lenteur des procédures judiciaires causant une forte proportion de détenus préventifs
- 7- Absence de programmes structurés de réinsertion sociale et professionnelle
- 8- Stigmatisation des ex-détenus à leur sortie, limitant leur réintégration
- 9- Insuffisance de personnel pénitentiaire formé et de moyens logistiques
- 10- Violation récurrente des droits fondamentaux des détenus

Méthodologie d'intervention

Notre approche structurée pour apporter des solutions durables

- 1- Approche participative / Co-construction
- 2- Évaluation nationale indépendante des conditions de détention et du système carcéral
- 3- Consultation avec les acteurs judiciaires, les ONG des droits humains et les anciens détenus
- 4- Formation continue des gardiens et des acteurs de la justice pénale
- 5- Mise en place d'un comité national d'éthique et de suivi des prisons
- 6- Création de partenariats entre administration pénitentiaire, société civile et secteur privé
- 7- Renforcement des capacités des juridictions à accélérer le traitement des dossiers
- 8- Promotion de la justice réparatrice et des peines alternatives à l'emprisonnement





Méthodologie d'intervention

Notre approche structurée pour apporter des solutions durables

- 1- Approche participative / Co-construction
- 2- Évaluation nationale indépendante des conditions de détention et du système carcéral
- 3- Consultation avec les acteurs judiciaires, les ONG des droits humains et les anciens détenus
- 4- Formation continue des gardiens et des acteurs de la justice pénale
- 5- Mise en place d'un comité national d'éthique et de suivi des prisons
- 6- Création de partenariats entre administration pénitentiaire, société civile et secteur privé
- 7- Renforcement des capacités des juridictions à accélérer le traitement des dossiers
- 8- Promotion de la justice réparatrice et des peines alternatives à l'emprisonnement

Solutions proposées

Nos propositions concrètes pour améliorer la situation des prisonniers

- 1- Constitution d'un conseil juridique universel agissant à titre pro bono
- 2- Mise en place d'un programme de levée de fonds annuelle pour assistance sociale des détenus
- 3- Offre d'un encadrement en orientation et bourses de formation pour anciens détenus avec garantie de réinsertion socio-professionnelle
- 4- Construction et réhabilitation des établissements pénitentiaires aux normes humaines
- 5- Décongestion des prisons par l'application stricte des délais de détention préventive
- 6- Mise en œuvre de programmes d'alphabétisation, de formation et de travail en prison
- 7- Suivi médical systématique des détenus avec accès aux soins mentaux et physiques
- 8- Programme national de réinsertion avec soutien psychologique et insertion professionnelle
- 9- Protection légale des ex-détenus contre la discrimination à l'embauche et au logement
- 10- Modernisation du système judiciaire avec numérisation des procédures pénales
- 11- Création d'un fonds de dignité carcérale financé par l'État et des partenaires



Solutions proposées

Nos propositions concrètes pour améliorer la situation des fmo

- 1- Amélioration des conditions de travail : logements, équipements, transport sécurisé
- 2- Revalorisation des salaires et paiement régulier des primes de risque ou de mission
- 3- Renforcement de la formation continue en éthique, gestion de foule et droits humains
- 4- Mise en place d'un programme national de soutien psychologique pour les FMO
- 5- Création d'un observatoire mixte (État – société civile – FMO) pour surveiller les relations civilo-militaires
- 6- Campagnes de communication pour restaurer l'image des FMO auprès des citoyens
- 7- Digitalisation des systèmes de gestion administrative et logistique (primes, affectations, évaluations)

Problèmes identifiés

Les défis spécifiques auxquels font face les fmo

- 1- Conditions de travail difficiles et manque d'équipements adaptés (véhicules, gilets pare-balles, radios, etc.)
- 2- Rémunération souvent jugée insuffisante par rapport aux risques encourus
- 3- Manque de formation continue en matière de droits humains et de gestion des conflits
- 4- Perception négative et défiance d'une partie de la population envers les FMO
- 5- Exposition à des risques psychologiques (stress post-traumatique, isolement)
- 6- Retards dans le paiement des primes de mission ou d'opérations spéciales
- 7- Inadéquation entre les besoins opérationnels et la logistique disponible

Méthodologie d'intervention

Notre approche structurée pour apporter des solutions durables

- 1- Évaluation participative avec les FMO sur les réalités du terrain
- 2- Dialogue institutionnel entre les corps des FMO et les ministères de tutelle
- 3- Audits réguliers des dotations et des équipements disponibles
- 4- Mise en place de cellules de suivi psychologique et social
- 5- Partenariat avec des organismes de formation et de renforcement des capacités
- 6- Consultation des populations sur leurs attentes vis-à-vis des FMO

Programme politique

Pour les **Fonctionnaires**

Problèmes identifiés

Les défis spécifiques auxquels font face les fonctionnaires

- 1- Faibles salaires par rapport au coût de la vie et au niveau de responsabilité
- 2- Retards dans l'intégration, la titularisation ou l'avancement administratif
- 3- Lenteur dans le traitement des dossiers administratifs (avancement, pension, mutation)
- 4- Manque de motivation dû à l'absence de primes de performance ou d'évaluation objective
- 5- Insuffisance de formation continue et inadéquation avec les évolutions technologiques
- 6- Conditions de travail précaires dans certaines administrations (locaux délabrés, matériel obsolète)
- 7- Favoritisme, corruption ou clientélisme dans la gestion des carrières

Méthodologie d'intervention

Notre approche structurée pour apporter des solutions durables

- 1- Enquêtes internes et sondages de satisfaction dans les services publics
- 2- Concertations entre syndicats, ministères et directions du personnel
- 3- Diagnostic des systèmes de gestion administrative et des outils RH
- 4- Évaluation des besoins en formation par corps de métiers
- 5- Création de canaux de dénonciation et de suivi des abus ou retards
- 6- Développement de tableaux de bord pour le suivi des performances administratives

Solutions proposées

Nos propositions concrètes pour améliorer la situation des fonctionnaires

- 1- Digitalisation complète des processus RH (recrutement, avancement, pension)
- 2- Mise en place d'un guichet unique pour les démarches administratives du personnel
- 3- Revalorisation salariale progressive par catégories et secteurs prioritaires
- 4- Création d'un système de prime basé sur la performance et l'éthique
- 5- Rénovation des bureaux et dotation en matériel informatique moderne
- 6- Formation continue obligatoire dans chaque secteur tous les 2 à 3 ans
- 7- Renforcement de la transparence et de la méritocratie dans la gestion des carrières



Problèmes identifiés

Les défis spécifiques auxquels font face les entrepreneurs

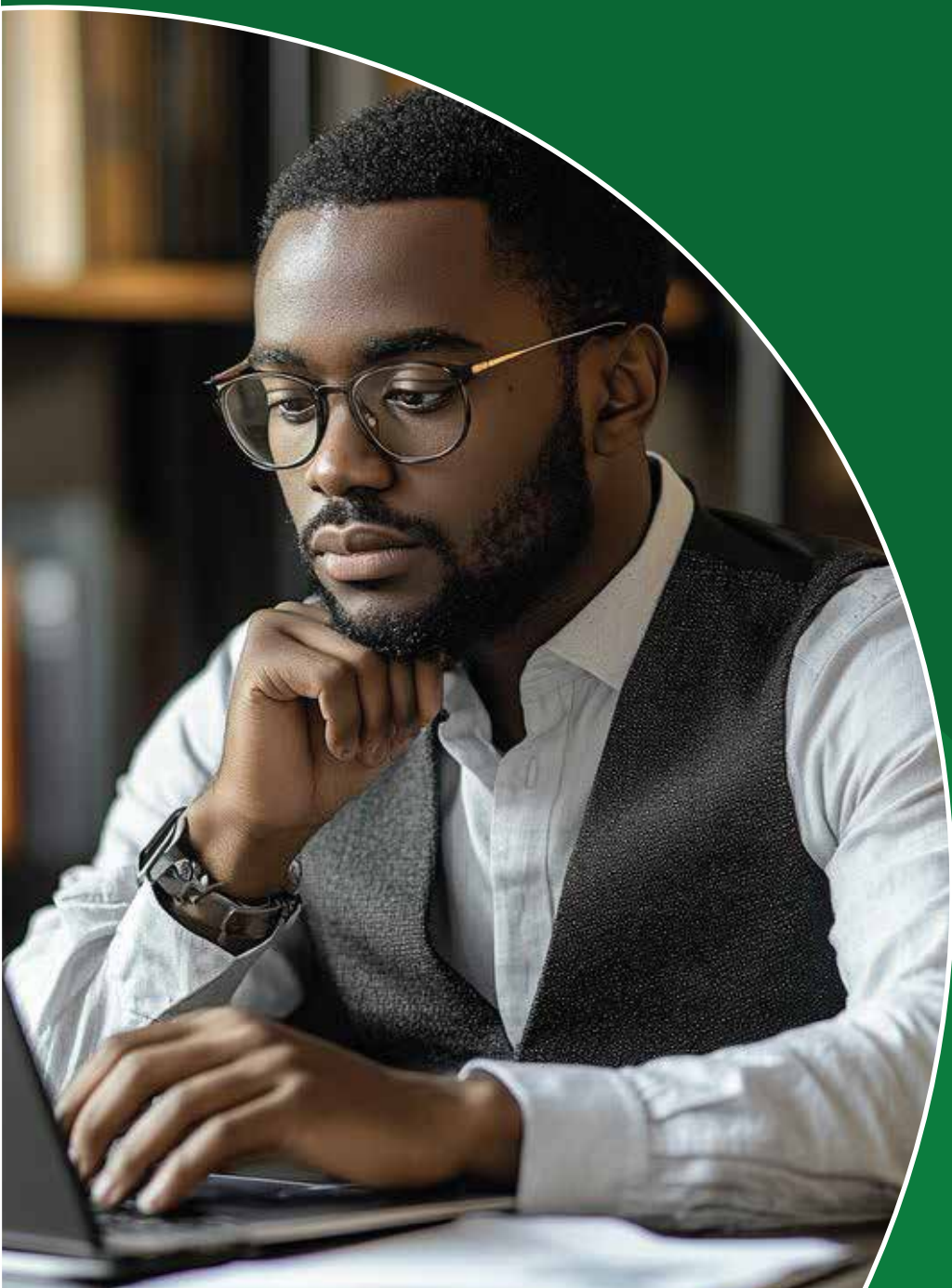
- 1- Financement
- 2- Qualification du personnel
- 3- Accès aux marchés locaux et internationaux
- 4- Accès difficile au financement, en particulier pour les jeunes entrepreneurs et les TPME
- 5- Lenteur administrative et complexité des procédures de création d'entreprise
- 6- Faible accompagnement en matière de formation, mentorat et gestion d'entreprise
- 7- Insuffisance d'infrastructures de soutien à l'innovation (incubateurs, espaces de coworking)
- 8- Charge fiscale élevée et imprévisible pour les petites structures
- 9- Manque de protection juridique pour les innovations locales
- 10- Faible accès aux marchés publics et aux opportunités d'exportation

Méthodologie d'intervention

Notre approche structurée pour apporter des solutions durables

- 1- Approche participative / Co-construction
- 2- Concertation avec les entrepreneurs, les chambres de commerce et les incubateurs locaux
- 3- Réduction des barrières administratives en digitalisant les démarches de création et de gestion
- 4- Mise en place de guichets uniques de l'entrepreneuriat par région
- 5- Création de plateformes de mentorat et de partage d'expériences
- 6- Développement de bases de données nationales sur les TPME et startups
- 7- Partenariats stratégiques avec les banques et les fonds d'investissement à impact
- 8- Élaboration d'une politique fiscale incitative pour les jeunes entreprises





Solutions proposées

Nos propositions concrètes pour améliorer la situation des entrepreneurs

1- Mise en place du Programme Diasponariat (Actionnariat, Fond de garantie, Acquisition partagée, Maillage et Alliance d'affaires)

2- Recensement des TPE, PME PMI en difficulté à travers une plateforme d'enregistrement dénommée AccèsEntreprise puis organisation 4 fois l'année de 4 webinaires de renforcement des capacités, aptitudes, attitudes et performance du personnel

3- Sensibilisation des entrepreneurs à s'inscrire aux seins des chambres de commerce et des regroupements ou associations patronales, facilitation pour des accès et participation à des rencontres internationales pour nouer des partenariats ou enrichir des perspectives

4- Création d'un Fonds National d'Appui à l'Entrepreneuriat Jeune et Féminin (FONAEJF)

5- Simplification et réduction des délais de création d'entreprise à moins de 48h

6- Mise en place de pôles régionaux d'innovation, d'incubation et de coworking

7- Programme national de formation à l'entrepreneuriat dès le secondaire et dans les universités

8- Accès prioritaire des PME aux marchés publics avec quotas réservés

9- Exonérations fiscales temporaires pour les startups et micro-entreprises

10- Protection renforcée de la propriété intellectuelle des produits et innovations locales

11- Plateforme digitale de mise en relation avec les investisseurs et marchés extérieurs

Programme politique

Pour les **communautés digitales**

Problèmes identifiés

Les défis spécifiques auxquels font face les communautés digitales

- 1- Manque de structuration et de reconnaissance légale du statut des acteurs digitaux
- 2- Accès limité à une connexion internet fiable et abordable, surtout en zones rurales
- 3- Absence de cadre fiscal clair et adapté pour les activités numériques (e-commerce, influence, freelancing)
- 4- Faible accès au financement pour les projets numériques locaux
- 5- Peu de soutien institutionnel à l'innovation numérique ou aux startups tech
- 6- Plagiat et non-respect de la propriété intellectuelle sur les contenus numériques
- 7- Manque de formations pratiques en développement digital, marketing numérique, cybersécurité

Méthodologie d'intervention

Notre approche structurée pour apporter des solutions durables

- 1- Recensement des acteurs du numérique et cartographie des communautés digitales par ville
- 2- Organisation de forums de concertation entre créateurs, autorités et opérateurs télécoms
- 3- Dialogue avec les administrations fiscales pour adapter la réglementation
- 4- Partenariats entre État, incubateurs, universités et entreprises du digital
- 5- Soutien à la mise en place de hubs numériques régionaux
- 6- Campagnes de sensibilisation sur les droits numériques et la propriété intellectuelle

Solutions proposées

Nos propositions concrètes pour améliorer la situation des communautés digitales

- 1- Création d'un statut juridique spécifique pour les freelances, créateurs et startups tech
- 2- Subvention de l'accès internet pour les jeunes porteurs de projets numériques
- 3- Développement d'un code fiscal simplifié pour les activités digitales
- 4- Financement de microprojets digitaux via des fonds d'innovation ou concours nationaux
- 5- Mise en place de centres de formation et de coworking dans les régions
- 6- Renforcement du cadre juridique sur la cybersécurité et les droits numériques
- 7- Organisation annuelle d'un Salon National du Numérique pour valoriser les talents locaux



Programme politique

Pour la **Diaspora**

Problèmes clés rencontrés par la diaspora camerounaise :

1. Difficultés d'investissement et d'entrepreneuriat au pays
 - Manque de transparence, lourdeurs administratives, arnaques foncières ou immobilières.
2. Faible reconnaissance et valorisation des compétences de la diaspora
 - Sous-utilisation de l'expertise, absence de passerelles concrètes pour contribuer aux politiques publiques.
3. Accès limité à l'information administrative et juridique au Cameroun
 - Peu d'interfaces numériques fiables, mauvaise communication de l'administration.
4. Difficultés de participation politique (vote, représentation, dialogue)
 - Problèmes de vote à l'étranger, sentiment d'exclusion des processus nationaux.
5. Manque d'accompagnement pour le retour volontaire ou la réinsertion
 - Aucun mécanisme structuré pour faciliter le retour (emploi, logement, fiscalité, santé).

méthodologies d'intervention proposées :

1. Création d'un Conseil Consultatif de la Diaspora
 - Plateforme institutionnelle représentant la diaspora dans les processus de décisions nationales.
2. Mise en place d'un guichet unique numérique pour la diaspora
 - Portail en ligne centralisant les services administratifs, opportunités d'investissement, guides pratiques.
3. Lancement d'un programme de "retour structuré et sécurisé"
 - Accompagnement personnalisé pour ceux qui veulent revenir (logement, emploi, fiscalité, santé...).
4. Organisation régulière de forums de dialogue diaspora-gouvernement
 - Rencontres physiques ou virtuelles entre décideurs publics et acteurs de la diaspora.
5. Création d'un fonds spécial de soutien aux projets de la diaspora
 - Mécanisme public-privé pour soutenir les initiatives économiques et sociales portées par la diaspora.

solutions concrètes à mettre en œuvre :

1. Valorisation des compétences de la diaspora dans les projets de développement local
Ex : Mobiliser des médecins, ingénieurs, chercheurs de la diaspora pour des missions ciblées au Cameroun.
2. Exonérations fiscales temporaires pour les entrepreneurs de la diaspora
Mesures incitatives pour favoriser les retours d'investissement (2 à 3 ans d'allègement).
3. Mise en place effective du vote électronique sécurisé pour les Camerounais de l'étranger
Garantir leur participation politique.
4. Création d'attachés diaspora dans les ambassades et consulats
Chargés de relayer les préoccupations et projets des Camerounais de l'étranger.
5. Développement d'un programme immobilier spécial diaspora
Appuyé par l'État, avec des garanties juridiques et financières encadrées.





Pour le Cameroun

Programme Politique

Nous contacter:

🌐 www.ang-nga.org

📞 +237 673 712 522
+237 694 258 389

✉ info@cng-ngc.org

🌐 Alliance Nouvelle
Génération